

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

contre-courant

Organe trimestriel de la section à l'étranger de l'Organisation des Fedayin (Minorité)

SIXIEME ANNEE ----- NUMERO 24 ----- OCTOBRE 1999

DANS CE NUMERO:

- ? [Mouvement ouvrier d'Iran en 1998](#)
- ? [Le mouvement étudiant, ses conséquences et influences](#)

Mouvement ouvrier d'Iran en 1998

N.B. L'année iranienne commence le 21 mars, l'enquête que vous allez lire comprend en fait la période du 21 mars 1998 au 21 mars 1999.

Le mouvement ouvrier d'Iran a traversé des hauts et bas en 1998. La classe ouvrière a passé une année très difficile à cause de la pression économique que les capitalistes lui imposent. Les luttes ouvrières ont toutefois continué sous diverses formes malgré les agressions ouvertes des capitalistes et de leur Etat. Les ouvriers ont organisé de nombreux mouvements pour leurs revendications. L'analyse minutieuse des revendications et des formes de lutte du mouvement ouvrier nécessite un examen préliminaire de la situation de la société dans laquelle le mouvement ouvrier était en cours. C'est pourquoi il vaut mieux revoir brièvement les caractéristiques générales de la situation économique et politique de la société iranienne en 1998.

Situation économique et politique

L'état économique est sans doute un des domaines qui agit sur le mouvement ouvrier et quelques fois influence les revendications. La situation économique de la République islamique en 1998 s'est aggravée par rapport aux années passées. La République islamique était dans une crise économique profonde. La crise s'est enracinée dans tous les secteurs économiques depuis bien longtemps. Elle s'est exaspérée l'année dernière. Les centres industriels et les entreprises sont tombés dans une stagnation grave. Malgré les mesures du régime, surtout celles de la faction de Khatami, pour attirer les investissements, les fermetures et l'arrêt d'entreprises et par conséquent de la production ont continué encore plus que les années précédentes. Des centaines d'unités de production ont été soit fermées soit leur capacité de la production a été revue à la baisse. Des milliers de projets d'industrialisation et d'aménagement du territoire ont été arrêtés. Des centaines d'entreprises ont été fermées. En octobre 1998, le secrétaire général de la Maison de l'ouvrier (organisation gouvernementale) annonçait l'arrêt de 398 autres unités de production. Le processus des fermetures d'entreprises n'a donc pas cessé. La première conséquence des fermetures a été bien entendu les

licenciements massifs des ouvriers. Des centaines de milliers d'ouvriers ont été ainsi mis en chômage. Malgré la stagnation industrielle et de production, le taux d'inflation a continué sa montée. Les prix des produits et des premiers besoins ont augmenté plusieurs fois en une année. Par ailleurs le pouvoir d'achat et les salaires réels ont baissé. Ainsi la situation matérielle et le niveau de vie des ouvriers et des travailleurs ont chuté davantage. En plus l'Etat actionnaire de nombreux établissements de production avait un déficit budgétaire important et ses revenus pétroliers ne se sont pas réalisés comme prévu pour cause des baisses des cours du pétrole. Il a été donc largement en faillite financière. Il a confié la réalisation des centaines de projets industriels au secteur privé. Dans les entreprises encore sous son emprise, la politique de la « modération » a subsisté. Pendant toute l'année, les mesures d'« économie » ont entraîné le chômage, la précarité et de multiples pressions à la classe ouvrière.

L'ensemble de ces paramètres économiques a suscité pratiquement de mauvaises conditions matérielles et de vie aux ouvriers et travailleurs. La vague des licenciements a non seulement baissé le niveau de vie mais en plus elle a nuit gravement à la classe ouvrière et à son mouvement revendicatif. Le patronat et les capitalistes ont abusé de cette situation au maximum. Ils ont brandi continuellement la peur du chômage pour que les ouvriers actifs ne se mettent pas en mouvement. Les contrats à durée déterminée sont devenus les plus courants. Des dizaines de milliers d'ouvriers ont été forcés de signer des CDD. Ces derniers leur ont fait perdre une bonne partie de leur salaire et prime et ont permis au patronat de les licencier comme ils voulaient. Des milliers d'autres ouvriers ont été obligés de démissionner en acceptant des indemnités de départ. C'est comme si toutes ces pressions ne suffisaient pas, les capitalistes et le patronat n'ont pas payé à temps les salaires de telle sorte que cela est devenu aussi un levier de pression supplémentaire. Le non-paiement des salaires est vite devenu un phénomène général. En milieu de l'année, le secrétaire général de la Maison de l'ouvrier a dit : « Trois cent quatre-vingt-douze entreprises ont des difficultés pour payer les salaires. » Le journal Ressalat a écrit, en novembre 1998, : « Les salaires de 400000 ouvriers ne sont pas payés. » Le comble de tout cela est que des ouvriers ayant exigé le paiement des arriérés de salaires ont été menacés de licenciement ! Aucune garantie et aucune sécurité de l'emploi n'existaient en 1998. Le chômage, la précarité et la fermeture d'entreprises étaient les principaux problèmes des milieux ouvriers. La condition économique a en fait réduit le champ de la progression du mouvement ouvrier. En ce qui concerne la situation politique du pays, les querelles et conflits entre les factions du régime ont continué toute l'année et se sont aggravés. La crise politique et les démêlés des factions sont passés à une étape plus pointue. La fracture entre les factions n'a pas cessé de s'agrandir. Ce contexte a entraîné l'affaiblissement de la faction dominante, la faction du guide suprême du régime. Tout le régime a été en quelque sorte défailli. Ainsi des mouvements de protestation et de revendications des libertés ont refait surface. Les masses laborieuses ont réclamé, avec plus de force et de courage, des libertés et leurs droits piétinés. Toutes les manœuvres du régime pour faire taire ces revendications ont échoué. Bien que le ministère du renseignement ait exécuté les menaces du commandant en chef des pasdaran (gardiens de la contre-révolution islamique) en assassinant des écrivains et des opposants, les gens ne se sont pas effrayés et ont continué leurs mouvements de protestation. Il est clair que le mouvement ouvrier ne pouvait pas rester passif dans ces actions. C'est dans ces circonstances politiques et économiques que la classe ouvrière a mis des pas en avant pendant l'année dernière pour exiger ses revendications. Pour mieux comprendre et mieux aborder les conditions de la lutte, il ne faut pas oublier que la classe ouvrière d'Iran est frustrée de ses syndicats, de ses organisations indépendantes et d'un mouvement de gauche ouvrière, forte et influente, qui puisse organiser et diriger politiquement le mouvement.

Revendications ouvrières

Il est vrai que les ouvriers ont passé une année très difficile. La vaste agression des capitalistes et de leur Etat contre les eux, contre leurs conditions du travail et contre leur niveau de vie les ont mis dans une position très dure. C'est pourquoi la classe ouvrière a eu affaire à des contraintes bien réelles dans ses luttes. La fermeture d'entreprises, les licenciements massifs, les mises en chômage importantes, la généralisation des CDD et le non-paiement des salaires à temps ont accentué la pression et l'exploitation des ouvriers. Tous ces éléments ont eu directement ou indirectement une influence négative sur le mouvement revendicatif ouvrier. Les ouvriers ont réagi contre la vaste agression des capitalistes en exigeant des conventions collectives, l'indexation des salaires sur le taux d'inflation, le plan des carrières etc. Mais les revendications générales des ouvriers se sont cantonnées pour que leur situation ne s'empire pas plus. Le schéma numéro 1 récapitule les principales revendications des ouvriers durant l'année dernière.

**Schéma numéro 1
Principales revendications ouvrières en 1998**

...	Revendications	Nombre	En %
1	Paiement des arriérés de salaires	63	33.15
2	Arrêt des licenciements (protestations contre les licenciements)	21	11.05
3	Sécurité de l'emploi	20	10.53
4	Augmentation des salaires	18	9.47
5	Réintégration	15	7.89
6	Non – fermeture de l'entreprise	7	3.68
7	Embauche officielle	7	3.68
8	Signature des conventions collectives	6	3.15
9	Réalisation du plan des carrières	6	3.15
10	Amélioration des conditions du travail	6	3.15
11	Création des emplois	3	1.57
12	Indemnité de chômage	3	1.57
13	Divers (*)	15	7.89
Totaux	190	100

* Sur la ligne « Divers » des revendications pour les coupons ouvriers, les cahiers d'approvisionnements, des vêtements de travail, des primes de fin d'années et trois cas de protestation contre l'attitude de la direction envers les ouvriers sont comptabilisés.

Selon le schéma numéro 1, l'une des principales revendications des ouvriers était le paiement des arriérés de salaire. Cette exigence, qui occupe 33% des revendications, a concerné d'abord les luttes des ouvriers actifs ensuite celles des entreprises qui ont été sur le point de

fermeture ou fermées provisoirement. La deuxième revendication importante est celle qui concerne les protestations contre les licenciements et les luttes pour l'arrêt de ceux-ci. La lutte contre les licenciements a été menée par les ouvriers mis en chômage et ceux qui étaient menacés de l'être. La sécurité de l'emploi a été le troisième domaine de lutte des ouvriers. Elle a été demandée souvent dans les entreprises fermentes ou provisoirement fermées. Elle concernait donc les ouvriers qui ont été mis dans une situation de précarité ou de chômage imminent. Les protestations contre les CDD et départs forcés avec indemnités sont en fait dans la catégorie des protestations contre l'abaissement des acquis ouvriers par les capitalistes, mais elles concernent fondamentalement l'inexistence de la sécurité de l'emploi. Il est clair que cette partie des revendications est intervenue après que les capitalistes et leur Etat aient attaqué de front les conditions du travail et le niveau de vie des ouvriers. Ce sont bien des revendications démontrant les efforts des ouvriers pour sauvegarder leurs acquis et défendre leur situation existante et non pas celles qui exigent de nouvelles rétributions.

Les ouvriers ont aussi demandé des augmentations de salaire. La hausse hallucinante des prix, la baisse considérable des salaires réels et du pouvoir d'achat des ouvriers en 1998 n'ont été des secrets pour personne. Même des responsables du régime ont avoué que les ouvriers vivent en sous du seuil de pauvreté. Davantage de pauvreté et de famine ont été une réalité. Ainsi la revendication des augmentations de salaire est une exigence immédiate. Bien que l'indexation des salaires sur le taux d'inflation ait été une revendication immédiate et générale des ouvriers, les capitalistes et leur Etat, qui ont fermé des entreprises sous divers prétextes et licencié des centaines de milliers d'ouvriers, ont pu partiellement endiguer cette revendication pour qu'elle ne devienne pas une revendication plus générale et plus vaste. Ils ont réussi ainsi à canaliser les revendications vers d'autres domaines. Malgré tout cela, la hausse des salaires est devenue, surtout vers la fin de l'année, une revendication plus générale. La réintégration, la protestation contre l'arrêt de la production et la demande de l'embauche officielle ont été très nombreuses parmi les revendications des ouvriers. Elles ont toutefois toutes des caractères défensifs dans la lutte.

Le plan des carrières et la signature des conventions collectives ont été également parmi les revendications du mouvement ouvrier de l'année dernière. La convention collective a été exigée par les avant-gardes de la classe ouvrière c'est-à-dire les ouvriers pétroliers. Cela leur a permis d'organiser des luttes unitaires et coordonnées autour de cette revendication et contre l'agression des capitalistes. Les revendications ouvrières se font généralement en réaction contre les pressions économiques infligées par les capitalistes. L'exemple de la lutte des ouvriers pétroliers démontre le niveau de la prise de conscience et de l'organisation des ouvriers. Même si cette organisation est relative, elle pourrait jouer un rôle important dans le mouvement revendicatif et dans la lutte contre les capitalistes afin de les faire reculer.

En tout cas, les données statistiques montrent que les luttes offensives ont été très restreintes. Même si nous additionnons la revendication de l'amélioration des conditions du travail (ligne 10 du schéma), les revendications diverses (ligne 13) aux lignes 4,8 et 9, nous n'obtenons que 27% des revendications. Autrement dit 73% des revendications ont été faites d'une position défensive du mouvement ouvrier.

Formes des protestations ouvrières

Avant d'aborder les formes du mouvement ouvrier, il est nécessaire de signaler deux paramètres qui ont influencé quantitativement les luttes menées. Le premier point est la double conséquence de l'agression des capitalistes contre le niveau de vie des ouvriers. Cette agression a tout au moins ralenti le mouvement revendicatif. Elle a mis tellement de pression

sur les ouvriers pour que les revendications soient défensives le plus possible. Mais paradoxalement, les pressions ont fait qu'une masse plus importante d'ouvriers se mobilise et mène des protestations. Le second point à rappeler est que le mouvement de protestation ouvrier a été influencé par la situation politique du pays. L'aggravation de la fracture des factions du pouvoir, la crise politique et le rapport des forces ont relativement aidé une force de protestation ouvrière plus vaste. Les luttes ont donc été plus nombreuses l'année dernière.

Les protestations ont été menées sous diverses formes. Il ne s'est pas passé une semaine, pendant toute l'année, sans qu'il y ait plusieurs protestations. Les ouvriers de chaque entreprise et de chaque usine ont mené des mouvements de revendications suivant leur position et leur expérience de lutte. Les rassemblements de protestation, grèves, sit-in, manifestations et pétitions ont été les principales formes de lutte. Quelques fois, les ouvriers ont mené la lutte sous plusieurs formes en même temps. Par exemple les ouvriers de la ville de Kachan, qui protestaient contre la privatisation d'un hôpital public, ont d'abord organisé un sit-in dans l'hôpital puis se sont rassemblés et ensuite manifesté dans les rues.

Rassemblements de protestation

Les statistiques existantes des protestations démontrent que les rassemblements devant les usines ou les administrations constituent plus de 40% des actions de protestation. (Voir le schéma numéro 2) Des dizaines de milliers d'ouvriers se sont ainsi rassemblés pour exprimer leurs revendications.

Schéma numéro 2			
Nombre des protestations ouvrières en 1998			
...	Formes de protestation Rassemblements	Nombre	En %
1	devant les usines ou administrations	54	40.6
2	Grèves	28	21
3	Sit-in	9	6.7
4	Pétition ou lettre de protestation	35	26.3
5	Manifestation	7	5.2
Totaux	133	99.8

Formes de protestation Nombre En % Rassemblements 1 devant les usines 54 40,6% ou administrations 2 Grèves 28 21% 3 Sit-in 9 6,7% 4 Pétition ou lettre 35 26,3% de protestation 5 Manifestation 7 5,2% Totaux 133 99,8%

Plus de 1000 ouvriers pétroliers d'Abadan se sont rassemblés plusieurs fois (en mai et juin 1998) pour exiger une convention collective, l'embauche officielle, la garantie de l'emploi et l'arrêt des licenciements. Plus de 700 ouvriers pétroliers d'Abadan se sont donné rendez-vous (en octobre) devant la préfecture pour être embauchés officiellement et pour exiger l'arrêt des licenciements. Les ouvriers de Chafaroud à Talech se sont rassemblés (en avril) pour exiger l'application des statuts d'embauche et un plan des carrières. Des centaines d'ouvriers des Industries du bois d'Iran ont protesté (en août et septembre) devant le magasin central de cette

entreprise. Les autres exemples de rassemblements sont celui de 1200 ouvriers d'Electric Racht en septembre, des ouvriers de Kermanit devant le Bureau général du travail à Kerman, de 2000 ouvriers de la Cité industrielle de Karadj en novembre exigeant le paiement des arriérés de salaire et de 2000 ouvriers de Djahan – e - Tchit (en décembre) contre les licenciements, exigeant la réintégration et le paiement des salaires.

Ces exemples et des dizaines d'autres démontrent l'importance des rassemblements de protestation dans le mouvement ouvrier en 1998. L'envoi de lettres et de pétition à la presse, aux administrations et aux responsables de l'Etat occupe une place relativement importante, soit 26% des protestations ouvrières. Cette forme de protestation a été plutôt spécifique aux petites entreprises ou lorsqu'il s'est d'agi de grandes entreprises, elle est venue à la suite ou en accompagnement d'autres formes de lutte. Par exemple à l'usine Nazpouch d'Anzali, les ouvriers ont organisé en même temps un rassemblement et écrit à la presse. Les ouvriers de la Société des déchets métalliques, de Nakhkar, de Kian – Tcharkh et d'autres entreprises ont conjugué l'envoi de lettres et de pétition avec d'autres formes de lutte. En tout cas les revendications exprimées à travers des lettres reflètent l'agression du patronat et des capitalistes contre les acquis. La possibilité de fermeture, les CDD et les licenciements sont les principaux sujets des lettres. Ces derniers étaient accompagnés souvent des revendications pour la non – fermeture des entreprises, la réintégration des ouvriers licenciés et le paiement des arriérés de salaire. Il y a eu également des exceptions. Dans certaines entreprises en employant cette forme de lutte, qui est en fait une forme défensive, les ouvriers ont fait connaître d'autres revendications. Par exemple les ouvriers pétroliers de Kaboud – Kouh, d'Abadan, de Gatchsaran et les ouvriers du cuivre de Kerman ont exigé, dans leurs lettres, des conventions collectives, des plans de carrières ou des augmentations de salaire.

A part les pétitions et lettres qui viennent après les rassemblements, la grève était la forme la plus courante de lutte l'année dernière.

Grèves

La principale forme de protestation en 1998 était la grève. Des dizaines de milliers d'ouvriers ont choisi la grève pour se faire entendre dans tout le pays et cela malgré toutes les pressions économiques et politiques qu'ils subissent de la part du patronat et de son Etat. La plupart des grèves ont eu toutefois lieu dans les grandes entreprises et usines où les ouvriers ont un niveau de conscience et d'expérience plus élevé. Les grèves ouvrières ont été sans relation les unes avec les autres. Mais les grévistes ont démontré leur union au cours des mouvements de quelques heures, quelques semaines, voire deux ou plusieurs semaines. Les grèves les plus importantes de l'année dernière ont été : celle de la métallurgie de Yazd fin avril, celle de l'usine de fabrication de couvertures à Racht fin avril, celle de la métallurgie d'Ispahan en avril et en juin, celle de 500 ouvriers du Textile du Mazandaran en mai, celle de 2000 ouvriers de Tchitsazi à Téhéran en juin, celle de 1800 ouvriers de Tchitsazi de Behchahr en septembre, celle de 2000 ouvriers de Chafaroud en septembre, celle de Barsilon à Khorramabad en novembre, celle de 2500 ouvriers du Textile de Gha'emchahr en novembre, celle de 800 ouvriers des verreries de Hamédan fin novembre et celle de 700 ouvriers de Siporex en mars. Au cours de toutes ces grèves, les ouvriers ont exigé le paiement des arriérés de salaire, la sécurité de l'emploi, l'amélioration des conditions du travail, l'augmentation des salaires et des plans de carrière.

Il faut remarquer deux choses sur les grèves ; certaines grèves sont allées au-delà de l'arrêt de la production. Par exemple les ouvriers des verreries de Hamédan ont interdit l'accès de l'usine au sous-directeur exécutif pour cause de son attitude grossière face aux salariés. Ils ont

demandé en plus son départ. Les ouvriers du Textile du Mazandaran ont occupé l'usine et séquestré le directeur général. Les ouvriers de l'usine de fabrication des couvertures de Racht n'ont pas hésité à barrer la route de Fouman – Racht pour se faire entendre. Dans un autre cas les ouvriers pétroliers des raffineries d'Abadan, de Bandar Abbas, de Bandar Mahchahr et de Masdjed – Soleiman ont donné communément un ultimatum à l'Etat pour l'indexation des salaires sur le taux d'inflation et la signature d'une convention collective. En même temps les ouvriers pétroliers de Téhéran, de Tabriz, de Chiraz et d'Ispahan ont fait savoir à l'Etat les mêmes revendications. Le second point à remarquer est les comités de grève. Nous avons vu (schéma numéro 2) que 21% des protestations ouvrières se sont faites sous forme de grève. Mais il ne faut pas oublier que ce nombre de 21% comprend seulement les grèves pendant lesquelles les ouvriers ont arrêté la production sans recourir à d'autres formes de lutte. Alors que l'année dernière de nombreuses protestations se sont effectuées sous forme de rassemblements devant les entreprises ou administrations de l'Etat. Par conséquent les ouvriers ont dû débrayer pour pouvoir se rassembler. Or l'on peut les appeler les « rassemblements de grève ». Il est évident que ces rassemblements de grève pouvaient se faire dans les entreprises encore en marche et non – fermées. Il faut rajouter à ceux-là les rassemblements des ouvriers dans les entreprises qui ont été complètement fermées. Dans ce cas-là, les ouvriers se sont réunis pour exiger la réouverture, la réintégration ou la fin de leur situation de précarité.

Force est de constater que sur 54 rassemblements de protestation 29, soit la moitié, étaient des « rassemblements de grève ». Le même cas de figure est valable pour les manifestations et sit-in ouvriers. Les ouvriers qui ont organisé des manifestations ou des sit-in ont dû forcément débrayer pour leurs revendications. La moitié de ces actions (4 cas) étaient des manifestations et des sit-in (4 autres cas).

Si nous additionnons ces nombres (29+4+4) au total des grèves, alors 65 cas de grève se sont effectués l'année dernière. Ce qui démontre que 50% de l'ensemble des actions ouvrières se sont faites sous forme de grève. Cela est très important. Car premièrement, selon les lois de la République islamique la grève est illégale et entraîne la répression et les licenciements. Deuxièmement, alors que de nombreux ouvriers sont licenciés même sans faire de grève, celle-ci entraînerait un risque plus important de perte de l'emploi, d'arrestation et d'emprisonnement. Troisièmement, les ouvriers d'Iran sont privés de constituer leurs syndicats et organisations indépendantes et les caisses de grève sont inexistantes. Quatrièmement, le patronat et son Etat savent très bien que la grève aide à relever le niveau de conscience des ouvriers. C'est pourquoi les capitalistes et leur Etat recourent non seulement à la force et à la violence pour réprimer les grèves mais en plus ils s'efforcent de les étouffer et saboter par leur police et organe d'espionnage.

L'autre aspect des grèves est le caractère instructif de ce genre de lutte. Quand les ouvriers font grève et arrêtent la production, ils s'aperçoivent de leur force collective. Les ouvriers en grève découvrent mieux la vraie nature des capitalistes, qui essaient de se présenter comme les « bienfaiteurs », et de leurs petits et grands serviteurs au sein de l'Etat qui essaient d'insinuer que le système islamique et le gouvernement de Khatami est au service des ouvriers pour la « justice sociale » et la « dignité humaine ». La grève met en scène tout le monde ; les organismes de surveillance, les pasdaran, l'armée, les conseils et associations islamiques, les imams du vendredi, les tribunaux et tout autre organe qui se placent sur le chemin des ouvriers pour les empêcher d'exiger leurs justes revendications. La grève permet aux ouvriers de reconnaître leurs ennemis et les éléments au service de l'Etat et du patronat. La grève enseigne aux ouvriers de ne pas penser qu'à leur patron et qu'à leurs collègues mais à tout le patronat et à tous les ouvriers. La grève est une vraie école dans laquelle les ouvriers

apprennent que s'ils sont unis, ils peuvent lutter contre les capitalistes et leur imposer les revendications. La grève fait découvrir aux ouvriers non seulement la nature du capitalisme mais aussi celle de l'Etat et de ses lois. La grève fait penser les ouvriers à la lutte contre la République islamique et contre la classe bourgeoise. N'est-il pas pour toutes ces raisons que la « grève est l'école de la lutte » et que « derrière chaque grève repose la révolution » ?

Sit-in et manifestations

Les sit-in et manifestations ont été parmi d'autres formes de lutte des ouvriers durant l'année dernière. Les ouvriers ont utilisé cette façon de lutte face aux capitalistes. Cette forme a été toutefois employée en accompagnement des rassemblements et des grèves. Le sit-in des métallurgistes d'Ispahan en juin, des ouvriers du textile de Sari en octobre pour le paiement des arriérés de salaire, de 150 ouvriers des Machineries de Zayandehroud d'Ispahan pour la réintégration des salariés licenciés et des ouvriers de l'entreprise des travaux publics Ghods de Mahabad pour le paiement des salaires et la garantie de l'emploi ont été parmi les sit-in les plus importants de l'année passée. Les sit-in constituent 7% de l'ensemble des protestations ouvrières. Les manifestations les plus importantes de l'année dernière étaient celle de 2000 ouvriers à Kachan en décembre contre la privatisation d'un hôpital, celle de centaines d'ouvriers pétroliers d'Abadan en août pour exiger l'embauche officielle et l'augmentation de salaire et celle des ouvriers de Porsan à Racht en juin. Les ouvriers de Porsan, qui est une filiale des Industries militaires, se sont d'abord rassemblés dans l'enceinte de l'entreprise. Ils sont ensuite sortis de l'usine et en incendiant des pneus sur la route de Fouman – Racht, ils ont exigé le paiement des arriérés de salaire, la prime de fin d'année et la non – fermeture de l'entreprise. Une autre manifestation importante de l'année dernière est celle de 500 ouvriers de Nakhkar pour le paiement des arriérés de salaire et pour l'arrêt du processus de fermeture. Les manifestations relatent la pression que les ouvriers subissent et sont un moyen de lutter contre les agressions patronales. Cette forme de lutte démontre que des ouvriers n'hésitent pas à descendre dans les rues. En tout cas les manifestations ont été peu nombreuses et n'ont constitué que 5% de l'ensemble des formes de lutte en 1998. Avant de faire une conclusion, il faudrait mentionner aussi les luttes des chômeurs.

Mouvements des ouvriers chômeurs

De nombreux ouvriers ont été licenciés ou mis dans une situation de précarité accrue avec les fermetures d'entreprises ou la baisse de la production. Face à cette offensive des capitalistes, les ouvriers ont souvent très vite réagi. Les ouvriers ainsi mis en difficulté se sont souvent rassemblés dans les entreprises ou devant les centres administratifs de l'Etat, ont fait signer des pétitions, écrit des lettres à la presse et aux responsables concernés sans oublier des manifestations ou sit-in. Notre enquête démontre que la plupart des rassemblements de protestation ont été organisés par les ouvriers mis en chômage ou risquant d'être licenciés pour cause de fermeture ou d'engagement du processus de fermeture d'usines et d'entreprises. Ainsi presque 19 cas sur 53 actions de protestation étaient des rassemblements (soit 35%) des ouvriers licenciés ou risquant le licenciement. Ils ont envoyé 15 des 35 lettres de protestation (soit 43%).

Les revendications des ouvriers chômeurs reflétaient leur situation spéciale. Les ouvriers des entreprises récemment fermées ont exigé le paiement des arriérés de salaire, la garantie de l'emploi (16 cas), la réintégration dans l'entreprise (15 cas), la continuité de l'entreprise (11 cas), l'annulation des licenciements (ou protestation contre celles-ci) (7 cas) et les indemnités de chômage (3 cas). Ces revendications prouvent que sauf pour 3 cas, les ouvriers n'ont pas accepté les licenciements et les fermetures.

Bien que les chômeurs aient manifesté leur mécontentement, mais le nombre de leurs actions était très restreint. Le mouvement naissant des chômeurs annonce qu'ils sont en train de se mobiliser pour leurs droits. Le mouvement le plus important de chômeurs était celui de la ville de Dezfoul devant le Bureau du travail. Les chômeurs en colère de Dezfoul ont fini par briser les vitres de cette administration quand ils ont su que personne ne veut leur répondre. Des actions similaires ont eu lieu à Andimechk, à Chouchtar et à Kachan. Au cours de ces mouvements, les chômeurs ont exigé soit du travail soit des indemnités de chômage. Le nombre limité des actions de chômeurs ne veut guère dire qu'ils ne sont pas mécontents, tout au contraire, le chômage est une poudrière prête à exploser.

Conclusion

La classe ouvrière d'Iran a passé une année très difficile. Les agressions de tous les côtés des capitalistes ont imposé de lourdes pressions, surtout économiques, aux ouvriers. Les licenciements massifs ont influencé le mouvement ouvrier de telle sorte que les revendications les plus générales n'avaient qu'un caractère défensif pour empêcher les attaques patronales. Le mouvement ouvrier a dû riposter aux attaques barbares capitalistes, dans une guerre inégale, pour préserver au moins les acquis. Les ouvriers ont dû reculer plus d'une fois, mais ils se sont vaillamment battus contre les patrons et capitalistes. Les rassemblements de protestation et les grèves ont été les principales formes de lutte que les ouvriers ont préférées, sans oublier les manifestations rue. Cette réalité démontre la volonté et la détermination des ouvriers, surtout ceux plus vulnérables face aux agressions capitalistes, de lutter au-delà des enceintes d'usines et d'entreprises. Des dizaines de grèves et de rassemblements, prenant en compte leur nombre et leur qualité, témoignent que ces luttes ont été organisées indépendamment des associations du régime, bien qu'elles ne se soient pas complètement affranchies des organisations qui dépendent au régime. Il est évident que les avant-gardes ouvriers ont eu un rôle important dans la formation de ces luttes.

Les luttes ouvrières ont été plus nombreuses l'année dernière. Non seulement le nombre d'actions était en nette augmentation, mais en plus les mouvements ne se sont pas limités à quelques villes. Un plus grand nombre d'ouvriers y ont pris part. Mais il faut avouer que toutes ces luttes étaient spontanées et sans relation les unes avec les autres. Les protestations ouvrières ont eu lieu partout en Iran sans être unitaires malgré les mêmes revendications générales. Ce manque s'explique par le fait que les ouvriers sont privés de leurs organisations syndicales nationales, interdites par le régime. Le mouvement ouvrier a pu arrêter un peu les agressions des capitalistes et relater les revendications générales plus largement. Mais il n'a pas pu encore faire reculer les capitalistes surtout dans tout le pays. Les revendications ouvrières, malgré leur diversité, ont été économiques et syndicales et souvent défensive, sauf quelques exceptions. La plupart de ces revendications sont restées insatisfaites. Malgré tout, les ouvriers ont pu organiser des grèves, des rassemblements et en déplaçant ces derniers dans les rues, ils se sont fait entendre aussi par les autres travailleurs afin d'avoir leur soutien. En se rassemblant devant les centres de l'Etat, les ouvriers ont pu relever le niveau de leur lutte politique, car ainsi ils se sont adressés directement à l'Etat. Du face-à-face entre les ouvriers et un tel patron ou capitaliste au face-à-face entre eux et les responsables de l'Etat, non seulement le côté politique du mouvement ouvrier se renforçait, mais en plus cela permettait aux ouvriers de connaître la vraie nature de l'Etat. Quand les ouvriers pétroliers de plusieurs raffineries font grève en même temps ou donnent des ultimatums à l'Etat, quand les ouvriers de Nakhkar suppriment ouvertement le conseil islamique et organisent leur mouvement indépendant et quand les ouvriers se disent prêts à prendre le contrôle de l'entreprise dont le patron veut fermer sous prétexte de non – rentabilité, ils démontrent que le mouvement ouvrier peut avancer même dans un contexte d'offensive capitaliste. Les ouvriers ont prouvé

que les agressions des capitalistes et les pressions ne peuvent pas arrêter le mouvement et briser leur détermination. S'il est vrai que l'agression capitaliste a mis le mouvement revendicatif ouvrier dans une position défensive, il est aussi vrai que l'accumulation de la colère a entraîné un nombre plus important d'ouvriers dans la lutte, les rendant plus déterminés à vouloir se battre plus sérieusement pour changer la situation actuelle. C'est vrai que les ouvriers ont eu des revendications économiques, d'une position défensive, mais cela ne veut jamais dire que le mouvement ouvrier ne puisse traverser cette étape pour aller à un stade supérieur afin de devenir un mouvement politique dans tout le pays. D'autant plus que les conditions actuelles, c'est-à-dire la crise politique aggravée, la fracture au sein de la classe dirigeante, la société en soif de libertés et le fait que toute revendication dans cette situation se politise très vite sont en faveur du passage du mouvement ouvrier à un stade supérieur.

P.S. Les statistiques de cette enquête viennent de Kar (organe central de l'organisation des Fedayin (Minorité)en persan) et de certains autres publications de gauche. Conscient du fait qu'à cause de la dictature en Iran, de nombreuses informations de grèves et de luttes ouvrières ne nous parviennent pas, les chiffres et les données de l'enquête que vous venez de lire n'englobent sûrement pas toutes les protestations ouvrières d'Iran en 1998.

Le mouvement étudiant, ses conséquences et influences

La crise politique actuelle en Iran s'accroît de plus en plus. Cette crise, tellement forte, ébranle maintenant tout l'Etat islamique. Les évolutions politiques récentes prouvent que la République islamique ne peut pas trouver d'issue à la crise. Suite au mouvement étudiant de juillet dernier, même les approbateurs de l'ordre existant commencent à dire que la crise actuelle est celle de l'effondrement de l'Etat islamique. Tous les éléments et événements témoignent que la crise politique actuelle est une crise révolutionnaire qui ne se résout que par la suppression de la République islamique. L'entassement de contradictions sociales, prêtes à exploser, ne peut pas avoir de solution dans le cadre de l'ordre, du système politique et des lois existants. Ces derniers sont, tout au contraire, des barrières empêchant la résiliation des contradictions. C'est pourquoi elles sont forcées de se résoudre par des explosions violentes, par la révolution, par la négation de l'ordre existant, c'est-à-dire par le renversement de l'Etat islamique. C'est une réalité sans cesse démontrée par la crise politique incurable actuelle qui, elle, s'étend continuellement.

Le régime de la République islamique est dans l'impasse. Toutes ses politiques, dans tous les domaines, ont échoué. Cet échec est constaté et par les gens et par même certaines factions du régime. La République islamique ne peut plus régner comme avant. L'échec de ses politiques pendant 20 ans et la recrudescence des mécontentements et des protestations de masse ont accentué les contradictions internes de la classe dirigeante de telle sorte qu'une fracture profonde est créée dans l'appareil d'Etat. La faillite des politiques du régime et les cassures grandissantes d'en haut sont aussi les signes évidents de la crise politique. Mais le signe plus important de la crise est le fait que les gens ne puissent plus supporter la situation actuelle. Les mouvements de protestation, prenant souvent des formes violentes, se multiplient sans cesse. L'explosion de la colère et des mécontentements populaires prennent des dimensions plus vastes. Le mouvement étudiant de juillet dernier a été un exemple de cette colère générale contre le régime. Ce mouvement, atteignant à son apogée les barricades et manifestations de rue, a mis le régime en difficulté pendant 5 jours. Ce mouvement, vaste à

Téhéran et dans plusieurs villes du pays, a appelé à combattre la République islamique et tous ses dirigeants. La forme du mouvement et les slogans ont démontré le caractère révolutionnaire de celui-ci pour le renversement de l'Etat islamique. Le régime a pu momentanément étouffer le mouvement après 5 jours en employant comme accoutumé la force et la violence. Mais la répétition des mouvements de protestation de ces dernières années enseigne que la répression du régime ne met pas en échec définitif le mouvement. Il recommence plus tard. Car à cause de la profonde crise politique, le régime n'a plus la puissance de contrôler et d'endiguer les mouvements de protestation et de plus la répression d'un mouvement est de fait le commencement d'un autre encore plus grand. Il est évident qu'à cause de l'absence d'un mouvement de masse ouverte à l'échelle nationale, le récent mouvement étudiant ne pouvait pas aller plus loin et que le régime l'aura réprimé. Mais malgré ses faiblesses, le mouvement étudiant a beaucoup influencé la situation politique de l'Iran. Il a exaspéré l'état du régime, renforcé l'esprit de lutte des gens et accentué la crise politique. Il est nécessaire de souligner quelques aspects du mouvement étudiant de juillet dernier.

1) Les manifestations, les barricades, l'échauffourée contre les forces de répression et les slogans explicites contre l'appareil clérical et les dirigeants du régime ont mis en question l'autorité oiseuse du régime, démontré la vulnérabilité et renforcé l'isolement de ce dernier. Le mouvement étudiant a été soutenu directement ou indirectement par les masses laborieuses.

2) Le mouvement étudiant a pu avoir un rôle immense pour que la nature de la faction de Khatami et de ses sympathisants éclate au grand jour. Les approbateurs de l'ordre actuel ont continuellement essayé, depuis deux ans, de présenter la faction de Khatami comme une partie indépendante de toute la classe dirigeante et de concentrer ainsi la lutte des populations sur l'autre partie, la faction du guide suprême du régime. Mais le mouvement étudiant a bel et bien été contre tout le régime et toutes ses factions. Les rideaux ont été levés et Khatami a montré son vrai visage, celui d'un réactionnaire qui a donné la main à Khaménéï pour réprimer sauvagement les étudiants et les masses populaires qui les soutenaient. Les masses populaires de tout l'Iran, qui avaient fixé le mouvement étudiant, ont pu voir le vrai visage de Khatami. Celles et ceux qui avaient encore des illusions sur Khatami ont constaté que lui aussi est l'ennemi juré des gens, de leurs libertés et droits tout comme les autres dirigeants du régime, entre autre le guide suprême Khaménéï.

Toujours est-il que le rôle du mouvement étudiant dans l'éclatement de la nature réactionnaire de la faction de Khatami et de sa personne a été plus important que tout ce que les organisations de gauche révolutionnaire iranienne, entre autre notre Organisation, ont fait pour les dénoncer durant ces deux dernières années.

3) Le mouvement étudiant a également annulé les infatuations des courants bourgeois en dehors du régime qui sont les sympathisants de Khatami. Ces courants, tout en se définissant « anti – dictateurs », « libéraux » et « démocrates » et en même temps sympathisants de Khatami ont condamné le mouvement étudiant et ses justes revendications. Quand le mouvement révolutionnaire étudiant a investi les rues contre le despotisme et la dictature, ces faux épris de libertés ont vendu la mèche. Ils ont invité les étudiants au calme, à l'arrêt des manifestations, à la fin des slogans contre la dictature et l'Etat. Certains de ces courants, qui ont pour porte-parole des dirigeants du Mouvement de la libération d'Iran ou le journal Nechat, ont scandaleusement demandé « l'entrée en puissance du gouvernement sur la scène » et « la fin des émeutes ». C'est ainsi que non seulement les étudiants mais aussi les masses populaires les plus nombreuses ont constaté une nouvelle fois que ces courants bourgeois sont

aussi leurs ennemis, ayant une apparence d'ami. Le mouvement étudiant a mis au premier plan beaucoup de choses. Les personnalités et les groupes politiques ont pris position suivant leur vraie nature. Il ne pouvait pas être autrement. Dans une crise politique et lorsque la phase révolutionnaire commence, tout le monde est obligé d'annoncer ouvertement sa position. Pendant la phase révolutionnaire, le mouvement populaire se radicalise de jour en jour et ses revendications sont déclarées ouvertement. Face à ce mouvement radical, les courants bourgeois et ceux qui ont peur de la révolution virent de plus en plus à droite et trouvent l'issue dans l'union avec les groupes bourgeois les plus réactionnaires.

4) Malgré le rapprochement de la faction de Khatami de celle du guide suprême du régime pour réprimer les manifestations et barricades de rue étudiants, le mouvement a indéniablement accentué leurs contradictions ainsi que celles des composantes de chacune. Etant donné que la crise existe toujours, chaque faction s'efforce de marquer des points pour son propre compte afin de les utiliser dans ses politiques. La balle étant, pour l'instant, dans le camp de Khaménéï, sa faction veut faire avancer ses politiques pour maîtriser le mouvement populaire. Il ne sera donc pas étonnant que les contradictions des factions prennent des dimensions encore plus pointues. De plus, les récents événements ont également ébranlé les composantes de chaque faction. Elles auront désormais de sérieux différends. Il y a dans la faction de Khaménéï des groupes qui sont plus que jamais décidés d'intensifier la répression avant qu'il soit trop tard. Ils pensent qu'il faut d'abord régler les comptes de la faction adverse. Mais il y a aussi des groupes dans la même faction qui demandent un rapprochement avec celle de Khatami pour sauver le régime. Ces derniers sont pour l'union des composantes du système tout entier. Il y a les mêmes différends et contradictions dans la faction de Khatami qui se sont aggravés suite à la répression du mouvement étudiant. Certaines composantes de celle-ci, entre autres lui-même et la Ligue du clergé, se sont effrayées du mouvement et de son développement et exigent le rapprochement avec l'autre faction. Mais certaines autres et « l'opposition » bourgeoise sympathisante de Khatami sont contre ce rapprochement. Il y a eu déjà une rupture entre des groupes étudiants et certains courants de l'opposition bourgeoise sympathisants de Khatami avec ce dernier qui croient que le président de la République islamique ne peut plus faire grand-chose. Il est donc évident que l'ensemble des contradictions des factions et de leurs composantes sera encore intensifié et de ce fait la position du régime sera encore plus affaiblie.

5) La plus importante influence qu'a eue le récent mouvement étudiant a été celle sur l'esprit de lutte des gens et la perspective des combats de masse à venir. Les manifestations des étudiants, à Téhéran et dans certaines villes, ont été relatées partout en Iran. Les slogans qui visaient directement le régime ont été répétés dans tout le pays. Le mouvement étudiant a montré que les moyens de répression de régime, les tanks, les pasdaran (gardiens de la contre-révolution islamique) et les bassidji (miliciens du régime) ne font plus peur aux gens. Les masses laborieuses ont su qu'elles peuvent combattre le régime par leurs slogans radicaux et actions révolutionnaires directes. Le mouvement étudiant de juillet dernier sera une bonne leçon pour les luttes futures.

6) Le mouvement étudiant a confirmé que les illusions propagées par les approbateurs de l'ordre actuel sur la possibilité de la concrétisation pacifique des revendications des gens dans le cadre de l'Etat islamique sont fausses et vaines. Ceci pour la simple raison que le régime de la République islamique ne reconnaît que la force et la répression. Il répond à toute juste revendication par la violence. Alors il est normal que tout mouvement de protestation soit aussi violent. La violence révolutionnaire contre le régime et l'insurrection armée pour son renversement sont donc inévitables.

7) Le récent mouvement révolutionnaire – démocratique étudiant a ébréché la situation du régime sur plusieurs flancs et surtout sur le plan international. Depuis deux ans, Khatami a essayé d'améliorer les relations du régime avec d'autres pays afin de soutirer un soutien international pour préserver l'existence de la République islamique. Il fait également appel au capital mondial pour résoudre la crise économique dans laquelle est engouffré le régime. Les manifestations étudiantes et la répression violente de celles-ci par le régime, relatées largement dans le monde entier, ont démantelé les desseins de Khatami. Malgré la volonté et les insinuations des Etats impérialistes qui veulent présenter Khatami en tant que « libéral » et « démocrate », l'opinion publique mondiale a été considérablement contre le régime de la République islamique, affaiblissant la position internationale de ce dernier. De plus, la forme de lutte et l'étendue du mouvement protestataire étudiant ont montré aux puissances mondiales et au capital international qu'ils ne peuvent pas compter sur les conditions d'existence de la République islamique pour la sécurité de leurs capitaux financiers. Car il est possible qu'une révolution éclate à tout moment en Iran et renverse le régime. C'est pourquoi la République islamique ne peut pas compter, de sa part, sur les investissements étrangers pour se sauver de l'impasse économique actuelle. Il est clair que le résultat est l'intensification de la crise économique et des mécontentements populaires.

Nous pouvons conclure que le mouvement récent étudiant a eu d'importantes répercussions sur la situation intérieure et internationale du régime. Il a accru la crise politique actuelle. Il a mobilisé de nouvelles forces dans le combat direct contre le régime et accéléré le processus de l'effondrement de la République islamique.